

## Questions orales

trois ans que son gouvernement n'a rien fait et n'a pas de politique sur le développement régional, s'il va suivre le conseil du ministre provincial et mettre un peu d'ordre dans sa boutique?

**L'hon. Robert de Cotret (ministre de l'Expansion industrielle régionale et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie):** Monsieur le Président, je dois, premièrement, signaler à mon collègue . . . Oui, moi aussi je peux lire les journaux. On a hérité d'une situation qui était quelque peu désastreuse. Il n'y avait aucune politique de développement régional . . . un héritage de 25 ans, monsieur le Président, où on n'avait pas su, au cours de cette période, réduire les inégalités régionales à travers le pays. Le gouvernement actuel a déjà pris plusieurs initiatives, des initiatives majeures. Je parle tout particulièrement de la création de l'Agence des perspectives de l'Atlantique, de la création d'un programme de développement spécial pour le Nord de l'Ontario, de la création d'un bureau de diversification dans l'Ouest. On a une nouvelle approche relativement au développement économique, une nouvelle approche au développement industriel, aussi une approche qui veut marier les activités très importantes ayant trait aux sciences et à la technologie avec celles de l'industrie pour nous permettre d'être encore plus concurrentiels dans un monde qui évolue dans un secteur de haute technologie.

ON DEMANDE AU PREMIER MINISTRE DE FAVORISER  
MONTRÉAL

**L'hon. Jean Lapierre (Shefford):** Monsieur le Président, si ce gouvernement-là était aussi actif que ça, . . . ma question supplémentaire est posée au premier ministre.

Le ministre dans la même entrevue disait qu'effectivement le dossier de l'Agence spatiale de Montréal était rendu sur le bureau du premier ministre et qu'il n'attendait qu'une décision personnelle de ce dernier.

Le premier ministre lui-même déclarait en fin de semaine qu'il n'avait pas pris de décision en raison d'un calendrier des événements très chargé.

Je demanderais au premier ministre: Est-ce qu'il pourrait prendre quelques minutes cet après-midi, lire le dossier et, finalement, rendre une décision sur l'Agence spatiale en faveur de Montréal?

**L'hon. Robert de Cotret (ministre de l'Expansion industrielle régionale et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie):** Monsieur le Président, j'aimerais tout d'abord faire remarquer à mon honorable collègue qu'au cours des trois dernières années nous n'avons pas été inactifs sur le côté du développement industriel. Nous avons créé des centaines et des milliers d'emplois, contrairement au gouvernement antérieur.

Lorsque vous parlez de décision, pourquoi persistez-vous à enterrer le projet de loi C-22? Pourquoi persistez-vous à empêcher le Canada de se développer dans ce domaine-là, de développer la technologie de pointe, ce qui pourrait créer des milliers d'emplois.

• (1440)

[Traduction]

LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

LA RÉUNION ORGANISÉE POUR PROTESTER CONTRE LES  
PROJETS CONCERNANT LE SERVICE

**M. Cyril Keeper (Winnipeg-Nord-Centre):** Monsieur le Président, c'est au ministre chargé de Postes Canada que je m'adresse. Le ministre sait sans doute qu'un certain nombre de dirigeants d'organisations représentant des Canadiens ordinaires ont tenu aujourd'hui une conférence de presse pour faire savoir qu'à leur avis, les projets du gouvernement concernant Postes Canada aboutiront à une réduction du service. Ils avaient reçu des cartes postales de centaines de milliers de Canadiens d'un bout à l'autre de notre pays.

Que répond le ministre à ces Canadiens ordinaires qui protestent contre le fait que les projets du gouvernement concernant Postes Canada vont aboutir à une réduction du service?

**L'hon. Harvie Andre (ministre de la Consommation et des Corporations):** Sauf erreur, monsieur le Président, ces Canadiens ordinaires devaient comprendre J.-C. Parrot, le député de Winnipeg-Nord-Centre et deux ou trois de ses collègues.

**Des voix:** Bravo!

**M. Blackburn (Brant):** Prends garde, Harvie, tu vas te mettre les pieds dans le plat.

**M. Andre:** Peut-être nos définitions du mot «service» diffèrent-elles. Par «service amélioré», nous entendons livrer le courrier d'une façon qui soit fiable, dans les meilleurs délais, et à un coût raisonnable. Voilà ce vers quoi tend Postes Canada, et le gouvernement l'encourage dans ses efforts.

[Français]

LES FEMMES—LA POSITION DU MINISTRE

**M. Cyril Keeper (Winnipeg—Nord-Centre):** Monsieur le Président, les Canadiens ordinaires ont inclus le *National Action Committee on the Status of Women*, *The National Anti-poverty Organization*, et les signatures de dizaines de milliers de Canadiens ordinaires dans 11 sacs de courrier. Qu'est-ce que le ministre a dit aux femmes qui comprennent que la réduction de service sera aussi une réduction de salaire pour les maîtres de poste?

[Traduction]

**L'hon. Harvie Andre (ministre de la Consommation et des Corporations):** Monsieur le Président, cet énoncé renferme plusieurs notions inexactes. Je répète que le plan d'entreprise de Postes Canada prévoit l'ouverture de 6 000 nouveaux comptoirs postaux, de façon que les Canadiens puissent avoir accès à ces services à proximité de l'endroit où ils font d'habitude leurs emplettes et où ils habitent. Le plan prévoit en outre le recours à des vérificateurs indépendants pour s'assurer que Postes Canada livre bien le courrier dans les délais prévus de deux ou trois jours, selon la classe de courrier et la distance à parcourir.

Si nous agissons ainsi, c'est afin de maintenir le prix des timbres à la portée des fameux Canadiens ordinaires que le NPD prétend maintenant représenter. Apparemment, le NPD appuierait des politiques qui obligeraient les Canadiens à payer 60 ou 70 cents pour faire livrer une lettre.